

Bulletin de la JILAF N°58
Février 2006

Organisation d'un forum international

- Le mouvement syndical : l'expérience de l'Australie et de la Nouvelle Zélande

-

Une équipe d'Océanie a séjourné au Japon du 12 au 25 janvier dans le cadre du programme d'invitation de la JILAF. Elle comprenait quatre membres de l'ACTU (Conseil australien des syndicats) et deux membres du NZCTU (Conseil néo-zélandais des syndicats). Cette visite a donné lieu à l'organisation d'un forum international sur le thème suivant : «La mondialisation et les relations entre les partenaires sociaux. Le mouvement syndical remet en cause le néolibéralisme».

Les participants australiens ont présenté le vaste mouvement mené par l'ACTU pour s'opposer à la révision du droit du travail qui est en cours en Australie. Le directeur international Chihiro Ikusawa de Rengô a évoqué les actions menées par la fédération japonaise qui a adressé des demandes à l'ambassade du Japon en Australie pour marquer son soutien à la campagne de l'ACTU. La partie néo-zélandaise a présenté les effets de la déréglementation et des réformes dans le domaine de l'emploi ainsi que la remise en cause de ces évolutions. Les exposés ont été suivis d'un échange de questions et de réponses avec la salle où étaient présents de nombreux syndicalistes.

L'Australie est aujourd'hui gouvernée par une coalition conservatrice qui réunit le Parti Libéral et le Parti National. Les autorités australiennes mènent une politique antisyndicale. En projet : l'introduction de contrats fixant les conditions de travail au coup par coup en remplacement de la négociation collective, la restriction de l'accès aux lieux de travail pour limiter le recrutement des syndicats. Le Japon aussi connaît des réformes allant dans la voie de la déréglementation et d'un petit gouvernement. Les communications faites par nos collègues de ces deux pays nous ont à nouveau montré qu'il fallait bien différencier entre déréglementation économique et déréglementation sociale.

Le compte rendu de ce forum sera prochainement publié sur le site Internet de la JILAF. Nous vous invitons à vous y reporter.

Photographie :

La vice-présidente Helen Kelly du NZCTU présente l'expérience néo-zélandaise en matière de mouvement syndical.

L'ITUC (Confédération indonésienne des syndicats) admise au sein de la CISL

Lors du 124^{ème} comité exécutif de la CISL tenu du 9 au 10 décembre 2005, la demande d'adhésion de la Confédération indonésienne des syndicats (désignée ci-après par son sigle, ITUC) a été acceptée. La JILAF s'était associé aux Fédérations syndicales internationales (GUF) pour soutenir les quatre organisations sectorielles autour desquelles s'est constituée l'ITUC en février 2003. A compter de l'exercice 2004, la JILAF a réorganisé son aide pour la concentrer sur l'ITUC, en accompagnant la confédération dans des programmes de formation : «initiation au syndicalisme», «salaire minimum», «pilotage d'un syndicat», «négociations et conventions collectives». En outre, l'édition 2004 de l'enquête générale sur les

syndicats dont les résultats ont été publiés en septembre dernier attribue à l'ITUC le nombre d'adhérents le plus élevé parmi les centrales nationales (ces chiffres déterminent le nombre de sièges attribués à chaque organisation au sein de la commission paritaire réunissant l'administration, les employeurs et les syndicats). Avec l'adhésion à la CISL, ces résultats témoignent des avancées importantes réalisées par l'ITUC.

Par ailleurs, un séminaire ITUC/JILAF a été organisé du 14 au 16 novembre à Samarinda sur le thème «négociations et conventions collectives». A partir d'un document de référence réalisé par l'ITUC, «Les relations sociales et les conventions collectives. Guide pour régler les problèmes», les participants ont discuté avec énergie des différentes étapes : dégager les opinions sur le lieu de travail, négocier, conclure une convention, en évoquant l'essentiel des activités des syndicats, les fondements juridiques, les points méritant une attention particulière ainsi que la structure d'une convention collective ainsi que les problèmes susceptibles de se poser.

La JILAF était représentée par le directeur des projets sur le terrain Koji Suzuki qui a expliqué la façon dont la révision d'une convention collective se négociait au Japon.

La JILAF prend part à la réunion régionale sur le travail des enfants organisée par la CISL-ORAP et l'OIT

Du 20 au 22 décembre 2005 s'est tenue à Colombo au Sri Lanka une réunion régionale de la CISL-ORAP consacrée au travail des enfants. 30 personnes représentant 13 pays et 14 organisations affiliées à la CISL-ORAP y ont pris part. La réunion a été organisée à la suite des résolutions adoptées au congrès mondial de la CISL de décembre 2004 et au congrès régional de février 2005. L'objet était de faire le bilan des efforts déployés jusqu'ici et d'élaborer un plan d'action pour l'avenir.

Les centrales nationales ont présenté les efforts qu'elles mènent avec les pouvoirs publics et l'OIT face à une situation où les enfants qui travaillent se comptent par centaines de milliers, voire par millions dans leurs pays respectifs. De leur côté, la CISL-ORAP, l'OIT, la FITBB, Rengô et la JILAF ont exposé leurs initiatives. La JILAF a évoqué les écoles parallèles qu'elle gère au Népal avec le NTUC et en Inde avec l'INTUC.

Pour terminer, les discussions ont porté sur l'élaboration d'un plan d'action à chaque niveau : la région Asie-Pacifique, les centrales nationales, les lieux de travail. La réunion s'est conclue sur l'adoption d'un appel demandant l'organisation d'autres réunions régionales similaires autour de la CISL-ORAP ainsi que l'inclusion du travail des enfants dans les négociations collectives.

La JILAF a l'intention de continuer à piloter des écoles parallèles pour scolariser les enfants qui travaillent. Nous espérons que les centrales nationales poursuivront leurs efforts dans la ligne du plan d'action élaboré au cours de la réunion en association avec toutes les organisations concernées.

Photographie :

Les participants présentent leurs activités.

Un atelier pour les nouveaux cadres syndicaux coorganisé avec la JILAF en Thaïlande

La JILAF s'est associée à l'IMF-JC pour organiser un atelier de formation à Pattaya en Thaïlande, pendant trois jours du 16 au 18 décembre 2005. L'IMF-JC était représenté un membre de sa direction des affaires internationales, Shinya Iwai, la JILAF, par Tomotaka Inoue, chef de groupe au sein du département des projets sur le terrain.

Cet atelier a été organisé par la Confédération thaï des travailleurs de l'équipement électrique, de l'électronique, de l'automobile et du métal (TEAM) qui est l'organisation thaïlandaise équivalente à l'IMF-JC. Ayant son siège dans la province de Samut Prakan, à l'est de Bangkok, TEAM déploie ses activités essentiellement dans la zone côtière industrielle de l'est, y compris les provinces de Chon Buri et Rayong. Son président est M. Charlee Loiysoong qui appartient au syndicat de National, son secrétaire général, M. Mongkol Tanakanya, du syndicat d'Isuzu.

L'atelier qui a été organisé s'adressait à de nouveaux cadres syndicaux ayant une expérience réduite de l'activité syndicale. Un travail en groupe leur a permis de mieux appréhender la place et le rôle des syndicats. 43 personnes issues de 16 organisations affiliées à TEAM ont pris part à l'atelier et ont travaillé de concert sur les thèmes proposés. Alors que le mouvement syndical en Thaïlande reste encore faible avec un taux de syndicalisation de 2 à 3%, TEAM déploie des efforts d'organisation dynamiques, de nouveaux syndicats se forment l'un après l'autre et s'affilient à TEAM qui compte près de 50 000 adhérents. Si la Thaïlande connaît une croissance économique favorable, celle-ci va de pair avec une inflation prononcée qui pèse sur les conditions de vie des travailleurs. Dans un contexte où l'on assiste à un nombre de conflits du travail plus important que les autres années, TEAM est appelé à jouer un rôle de leader dans le mouvement syndical.

Les projets sur le terrain de la JILAF ont généralement pour objet de soutenir les centrales nationales mais en Thaïlande, nous nous associons aux principales fédérations syndicales internationales pour aider des organisations locales de façon à préparer l'unification de l'avenir. Au cours de l'exercice 2005, nous avons organisé des ateliers séparés pour quatre organisations et nous considérons avoir obtenu certains résultats. Nous comptons maintenir cette ligne d'action pour l'exercice qui va commencer.

Photographie :

A l'issue du séminaire, les participants se regroupent pour la photographie.

Couloirs

«Ce que nous attendons de la JILAF»

Tsutomu Arai

Profil

Directeur général des relations internationales de Rengô

D'août 2000 à août 2005 : directeur du bureau européen de Rengô

Accède à ses fonctions actuelles en octobre 2005

Site Internet de Rengô :

<http://www.ituc-rengo.or.jp/>

Alors que la mondialisation avance, tirée par les secteurs financier et économique, la pauvreté et les écarts à travers le monde vont en se creusant. Tandis qu'une richesse sans précédent se concentre entre les mains d'un nombre restreint d'entreprises et d'individus, la famine, le travail des enfants, le trafic d'êtres humains, le travail forcé et d'autres maux inacceptables rongent nos sociétés.

Nous nous le disons et nous nous le répétons : nos syndicats ont une responsabilité essentielle dans le règlement de ces problèmes à l'échelle planétaire. Pour donner à la mondialisation un visage humain, il est important que la société civile que nous représentons prenne part à ce processus et s'associe à un développement social harmonieux.

Dans cette perspective, il n'est pas nécessaire de rappeler combien l'action de la JILAF est appréciée par toutes les parties prenantes. Depuis sa fondation en 1989, la JILAF travaille avec les syndicats des pays en voie de développement pour organiser d'une part des activités de formation des travailleurs en matière de relations sociales, négociations collectives, sécurité et hygiène du travail ou législation du travail et pour mener d'autre part des activités de développement social dans de nombreux domaines, éradication du travail des enfants, promotion de la participation des femmes, santé publique et soins médicaux ou environnement.

Les activités internationales de Rengô qui se déploient au sein de la CISL, de l'OIT ou de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE et les activités que la JILAF entreprend pour soutenir les syndicats des pays en voie de développement constituent deux volets complémentaires. Je souhaite renforcer les liens entre les deux organisations afin que leurs initiatives produisent un effet de démultiplication encore accru. Nous allons poursuivre nos efforts pour que la portée et les résultats des actions de développement social menées par les syndicats soient mieux reconnues par le public, pour que des enveloppes d'APD plus importantes soient accordées pour l'aide au développement mise en œuvre par le mouvement syndical international, pour réaliser des actions efficaces et efficientes contribuant à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

La coopération internationale des syndicats N°10 **Le projet de formation à l'aide psychologique aux victimes du tsunami**

M. Yuzuru Nakamura
Secrétaire général
Syndicat des enseignants du Japon

Le tsunami survenu le 26 décembre 2004 au large de Sumatra a ôté la vie à de nombreux enfants, à de nombreuses familles. Quant aux enfants qui ont survécu, ils ont été blessés dans leur corps tout en subissant un traumatisme épouvantable.

Depuis mai 2005, JTU, le syndicat des enseignants du Japon, s'est associé à Education International (EI) pour mettre œuvre un projet de formation à l'aide psychologique au Sri Lanka et à Aceh en Indonésie. Sur la base de l'expérience acquise durant les efforts de reconstruction après le grand tremblement de terre de Kobe, il s'agit de transmettre un savoir-faire aux enseignants locaux pour qu'ils puissent aider les enfants traumatisés. Un programme spécifique a été élaboré en fonction des besoins locaux pour préparer les éducateurs principaux appelés à jouer un rôle central dans le projet. Ces éducateurs se chargent de former à l'aide psychologique les enseignants des zones touchées par la catastrophe.

«Envoyer du ravitaillement et du matériel est quelque chose de relativement facile, mais le soutien moral est plus important», «Nous souhaitons apprendre aux gens à se préparer à l'avenir en tirant les leçons des catastrophes passées, nous espérons aussi qu'une formation à la protection civile leur fera sentir combien la vie est précieuse et combien le lien entre les gens est important» explique le secrétaire général Nakamura.

Les enseignants sont proches des enfants qu'ils voient quotidiennement. Le projet de formation à l'aide psychologique se propose non seulement d'apporter un soutien moral mais aussi de construire des liens forts entre les gens. Aujourd'hui encore, de nombreuses victimes du tsunami souffrent de ce traumatisme. Nous espérons que les soins apportés par les enseignants permettront de soulager les enfants et que ces derniers retrouveront au plus vite le sourire.

(Takeru Katô, département des enquêtes et des relations publiques)

Le projet a été présenté dans le cadre du Symposium Tsunami qui a réuni en novembre 2005 les organisations asiatiques affiliées à EI. Les participants ont souligné l'importance de l'éducation à la protection civile et de l'aide psychologique après les catastrophes, et ont pris à nouveau conscience de la nécessité d'initiatives sur le terrain scolaire.

Photographie : Une séance de formation à l'aide psychologique au Sri Lanka

Site Internet du syndicat des enseignants du Japon : www.jtu-net.or.jp

Site Internet d'Education International : www.ei-ie.org

Un symposium trilatéral (Japon, Chine, Corée)

Depuis 1999, la JILAF s'est engagée dans des échanges périodiques avec la KOILAF (Fondation internationale du travail de Corée). En novembre 2005, une mission de trois membres de la JILAF conduite par le directeur général Yukuo Ajima s'est rendue en Corée pour s'informer des évolutions les plus récentes de la situation. La mission s'est entretenue avec les syndicats coréens à commencer par la KOILAF, les associations patronales et l'administration. Elle a également pris part à un symposium intitulé : «la coopération économique entre la Corée, la Chine et le Japon et ses enjeux pour les syndicats». Les échanges qui étaient jusqu'à présent bilatéraux se sont faits trilatéraux, grâce à la participation du Centre des travailleurs chinois pour les échanges internationaux (CWCIE).

Durant le symposium, les trois organisations ont fait chacune une communication et un chercheur coréen a donné une conférence. Les activités économiques en Asie du nord-est se sont développées avec les mouvements des entreprises, et cette évolution a aussi des conséquences pour les syndicats avec les transferts de main d'œuvre et la pratique de l'externalisation. Les participants ont relevé l'importance d'efforts pour renforcer la coopération afin de résoudre ensemble des problèmes liés les uns aux autres et de trouver des solutions aux difficultés communes.

Nous continuerons les échanges d'informations et d'opinions sur la situation actuelle et sur les enjeux de l'avenir dans des symposiums comme celui-ci afin d'explorer les modalités concrètes d'une telle coopération. En nous attachant à développer ce réseau de relations, nous espérons approfondir la coopération entre les syndicats au-delà du cadre purement économique.

Photographie :

Le directeur général Ajima en train de présenter sa communication durant le symposium trilatéral (au fond, à gauche)

Le calendrier de la JILAF (de décembre à mars 2006)

• Programme d'invitation

- Equipe d'Océanie, du 12 au 25 janvier
- Equipe d'Asie centrale et de Russie, du 26 janvier au 8 février
- Equipe d'Amérique du sud, du 9 au 22 février

• Projets sur le terrain

- Atelier TEAM en Thaïlande (avec l'IMF-THAI), Pattaya, Thaïlande, du 15 au 19 décembre
- Réunion avec le NTUC du Népal pour préparer les formateurs principaux du programme POSITIVE, suivi du projet d'écoles parallèles, Katmandou, Pokhara, Népal du 16 au 23 décembre
- Réunion régionale CISL-ORAP sur le travail des enfants, Colombo, Sri Lanka, du 18 au 24 décembre
- Réunion de coordination VGCL/TUSSO, Hanoi, Viêt-nam, du 15 au 20 janvier
- Suivi du programme sécurité et hygiène du travail (POSITIVE) avec TUCP, Manille, Cebu, Philippines, du 24 au 28 janvier
- Séminaire d'introduction de POSITIVE avec l'ITUC, Puncak, Indonésie, du 11 au 19 février
- Suivi du projet ICFTU-BC, Dhaka, Khulna, Bangladesh, du 12 au 25 février
- Suivi du projet avec l'ACTFU, Pékin, Hangzhou, Chine, du 14 au 18 février
- Ateliers UNI-TLC en Thaïlande et PWF au Pakistan, Bangkok, Singburi, Karachi, du 16 au 23 février
- Séminaire d'initiation au syndicalisme au Timor Oriental, Dili, du 5 au 12 mars
- Suivi du programme POSITIVE en Chine, Yangzhou, Hangzhou, Ningbo, Shaoxing, du 19 au 25 mars

• Divers

- Enquête sur la politique de l'emploi: «Les ONG et la création d'emplois». Interview de l'Association japonaise de protection de la nature, 22 décembre
- Deuxième réunion du groupe d'étude sur les questions internationales : «Les problèmes du modèle social européen face à la mondialisation », Sôhyô Hall, Tokyo, 12 janvier
- Forum international de la JILAF «L'expérience du syndicalisme en Australie et en Nouvelle Zélande», Japan Education Center, Tokyo 18 janvier
- Enquête sur la politique de l'emploi : «Les ONG et la création d'emplois», Pays-Bas, Amsterdam, du 23 janvier au 3 février
- Séminaire pour les jeunes femmes coorganisé par la CISL-ORAP et la JILAF, Bangkok, Thaïlande, du 5 au 10 février
- 47^{ème} réunion des administrateurs et des conseillers de la JILAF, Tokyo, le 3 mars

Inside Out

Akiko Mizuguchi, employée de la JILAF

Depuis que j'ai rejoint la JILAF, j'ai entendu des noms de pays dont je n'avais pas l'habitude, vu des écritures sans pouvoir d'identifier la langue, ce qui m'a fait comprendre toute l'ampleur de l'action de la JILAF. Je suis très heureuse d'avoir intégré la JILAF qui agit pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. Je vais faire de mon mieux pour pouvoir apporter une contribution aussi modeste soit telle au mouvement syndical international. Je vous remercie de m'aider de vos conseils.